La Commune

Halte aux " journées d'action "

Éditorial

Le milliardaire américain George Soros. vient de déclarer : "Toute l'économie est en train d'être saccagée " Ce diagnostic, énoncé par un pilier du capitalisme est évident. Le même homme précise que la contagion de l'actuelle crise financière qui ravage la planète au reste de l'économie est devenue manifeste. Dans cette situation, le capitalisme n'a pas d'autre solution que de s'en prendre au travail salarié, pour écraser les coûts de production ou supprimer si besoin les branches industrielles devenues pour lui sans intérêt car n'étant plus source de profits C'est dans ce cadre que Renault a annoncé 6000 suppressions de postes dans le monde dont 4000 en France. Et c'est pourquoi la direction de la CGT a appelé à une " journée d'action " le 11 septembre dernier contre ces menaces sur l'emploi. Ce jour-là, bien peu de salariés se sont mobilisés. Environ 2000 sur tous les sites (selon les propres chiffres de la CGT), sur les 41000 que compte la Régie. A Flins, à Douai par exemple, ils étaient à peine une vingtaine à débrayer. Les travailleurs de Renault seraient-ils donc endormis, chloroformés à ce point par leur patron et l'audace de Sarkozy ? Ce serait à désespérer de la lutte de classes !

Deux heures de grève contre 4000 suppressions de postes

La raison est bien plus simple : la direction de la CGT au niveau confédéral et le syndicat Renault avaient appelé virilement à... 2 heures de débrayage. Et donc, à bon droit, l'immense majorité des salariés a estimé que ces deux heures de grève contre 4000 suppressions de postes étaient ridicules et même indécentes. Bernard Thibault va -t-il oser nous dire que les salariés de Renault ne sont pas prêts à l'action ? A priori, la leçon donnée par les salariés ne porte pas puisque la CGT appelle à une nouvelle "journée d'action" le 25 septembre prochain à Renault, à l'occasion de la réunion du Comité de groupe où sera officiellement annoncé aux syndicats un nouveau plan de suppression de 2000 emplois dans les filiales de Renault, dont 900 en France. On voudrait démoraliser et démobiliser les salariés qu'on ne s'y prendrait pas autrement. Ainsi, dans l'enseignement, mêmes procédés face aux 11500 suppressions de postes qui ont frappé l'école publique en cette rentrée. Qu'ont fait les directions syndicales, dans un bel unanimisme ? Elles ont appelé à une " journée d'action " le 11 septembre... sans appel à la grève. A côté d'eux, le syndicat CGT de Renault qui a appelé à deux heures de débrayage ferait presque figure de gauchiste...Résultat : qui a entendu parler de cette " journée d'action " du 11 septembre où l'on n'a vu dans la rue qu'une poignée de déchargés syndicaux disciplinés ? Et les 11500 suppressions de postes s'appliquent et les enseignants désespèrent de faire cours dans de semblables conditions.

Sont-ils mieux lotis à La Poste, où le plan de privatisation est en route puisque la transformation de La Poste en Société anonyme est prévue pour le 1er janvier 2010 ? Que non. l'intersyndicale au grand complet, totalement unie pour la circonstance appelle à une " journée d'action " de 24 heures le 23 septembre prochain. Et si les salariés, par refus d'une ; "tactique " qui fait perdre une journée de salaire pour rien ne suivent pas, nos directions syndicales en concluront que les postiers ont laissé passer la privatisation en se croisant les bras et les rendront responsables. Cette unité syndicale là, qui est l'unité de l'impuissance et du renoncement s'oppose à l'unité, la vraie, celle qui est basée sur le " Tous ensemble " et au besoin sur la grève générale pour gagner. Et cette unité, elle tourne résolument le dos à tout ce qui divise, aux grèves de 2 heures et aux "journées d'action" sans lendemain. Cette unité, Sarkozy et le Medef en ont peur. l'autre, ils en ont besoin. Halte donc aux " journées d'action !

Modifié le lundi 15 septembre 2008

Voir aussi dans la catégorie Editoriaux

Personne ne nous représente !

Rarement la lutte de classes n’aura autant encadré les élections. Rarement le rejet des partis institutionnels n’aura été aussi fort comme en atteste l’explosion de l’abstention ouvrière... »

Explosions spontanées et débouchés politiques

Toute la situation porte en elle les germes d’une crise révolutionnaire. Sous les coups de butoir de la lutte de classes, la Ve République, ses institutions, ses partis, sont dans un état de... »

La gifle et la manifestation du 12 juin 2021

La gifle assénée à Macron a la vertu de sa clarté corporelle. Peu importe celui qui la lui a donnée : elle illustre de manière cinglante l'exaspération et le ras-le-bol de la population face... »

Pour le FMI, la pandémie sera source de « troubles sociaux »

Un récent rapport de trois économistes du Fonds Monétaire International (FMI)1 a mis en lumière le lien déjà connu entre épidémies et « troubles sociaux ». »

Notre priorité absolue : un plan d'urgence contre le chômage, la pauvreté et Macron !

Laurent Saint-Martin, député LREM du Val-de-Marne et rapporteur du budget, l'affirme : « les réformes restent d'actualité ». E il précise : « c'est juste le calendrier qui est repensé... »

Ils ne couvriront pas notre colère. Macron, dehors !

Depuis maintenant sept mois, Macron et son gouvernement font la démonstration quotidienne de leur incompétence, de leur irresponsabilité, et de leur incapacité à sortir de la crise sanitaire... »